

APPEL DU RÉSEAU D'ENTRAIDE VÉRITÉ ET JUSTICE AVEC LES FAMILLES DE VICTIMES, DES BLESSÉ-E-S ET DES MUTILÉ-E-S

STOP À L'IMPUNITÉ !

Depuis 10 ans, les victimes des violences d'État marchent pour la vérité, la justice et la réparation. Cette année, pour afficher leur volonté d'union, de soutien et de solidarité mutuels, elles ont décidé de créer le **Réseau d'Entraide Vérité et Justice**.

Ce samedi 20 mars 2021, notre réseau appelle à des marches et rassemblements **partout en France**, dans le cadre des Journées internationales contre les violences des forces de l'ordre et contre le racisme.

Née le 15 mars 1997 à Montréal, au Canada, la Journée internationale contre la brutalité policière s'est aujourd'hui étendue à la Suisse, à l'Allemagne, au Royaume-Uni, à la France, à la Belgique, à l'Espagne, et au Portugal, en passant par le Nigeria, les États-Unis et le Mexique.

Le 21 mars, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale est célébrée en mémoire du massacre de Sharpeville (Afrique du Sud) en 1960, où la police a tué 69 personnes noires, lors d'une manifestation pacifique contre l'apartheid.

En France, les crimes et les violations des droits humains ont été institutionnalisés avec le Code noir de Louis XIV, puis le Code de l'indigénat. Depuis, la répression violente voire mortelle des personnes racisées est constante et elle s'étend désormais à toutes celles et tous ceux qui contestent la politique gouvernementale.

Les dérives de l'utilisation de la force par les « personnes dépositaires de l'autorité publique » ne cessent de s'aggraver à l'encontre de toute la population. Des violences répétées, permanentes, qui ne sont ni des « bavures », ni des « dérapages », ni des faits-divers isolés.

Au cours des 44 dernières années, 746 personnes sont décédées à la suite d'une intervention des forces de l'ordre, dont 78 du fait d'agents hors service (selon le seul recensement existant, réalisé par le site d'information Bastamag). **En 2019, on dénombrait 26 décès, et 29 en 2020.** À cela, s'ajoute le nombre effarant de blessé·e·s et mutilé·e·s « pour l'exemple » : depuis trois ans on a dénombré **30 éborgnements et 5 mains et 2 pieds arrachés par des LBD ou des grenades.**

Nous n'oublions pas non plus ces **morts suspectes en prison**, maquillées en suicides ou arrêts cardiaques. La prison aussi tabasse à mort en bande organisée et tue en silence. La France a été condamnée à 19 reprises par la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) en raison de tortures et de traitements inhumains ou dégradants liés aux conditions matérielles de détention, aux manquements aux soins médicaux et aux défaillances dans les secours aux détenus.

Ces dernières années, **la CEDH et l'ONU ont régulièrement condamné la France** en raison des abus des forces de l'ordre et pourtant l'État continue à les laisser user d'armes de guerre et de techniques mortelles. Le constat est que ces comportements illégitimes des forces de l'ordre se perpétuent parce qu'ils sont orchestrés et couverts par un État autoritaire sans retenue. Et l'impunité est à son paroxysme.

Pire, le ministre de l'Intérieur se permet même d'insulter les victimes et leurs familles en déclarant: « Quand j'entends le mot violences policières, je m'étouffe! »

Face à ce **déni au plus haut niveau de l'État**, nous subissons l'injustice, le mépris, le déshonneur, la déshumanisation, la criminalisation, la douleur physique et psychologique, le manque de considération, l'impossible réinsertion professionnelle ou tout simplement l'impossibilité de mener une vie normale après en avoir tant subi!

Nous affirmons que les forces de l'ordre ne sont pas là pour servir et protéger le peuple, mais bien pour **surveiller, punir et réprimer les classes populaires et les personnes racisées en priorité et toute contestation sociale ensuite**: tel est le cœur de leur métier.

C'est tout un système auquel nous sommes confrontés. **Un système qui préfère continuer à cultiver le mensonge, le faux en écriture publique et la fabrique du non-lieu qui légitime le déni de justice**: cachez-nous ces vérités que nous ne voulons pas voir! C'est exactement ce que nous dit le président Macron lorsqu'il affirme en 2019: « Ne parlez pas de "répression" ou de "violences policières", ces mots sont inacceptables dans un État de droit. »

Contre l'impunité, contre la violence judiciaire qui excuse, absout et prolonge les violences des forces de l'ordre, nous proclamerons haut et fort nos exigences ce samedi 20 mars 2021 :

CONTRE LE DÉNI DES DROITS HUMAINS

- Mettre fin aux **contrôles d'identité permanents** et mettre en place le récépissé qui oblige les agents à justifier ces contrôles.
- Supprimer le **délit d'outrage et rébellion**. Pour en finir avec les procédures abusives, le harcèlement quotidien et le « business des outrages ».
- Interdire le **harcèlement répressif et judiciaire** contre les manifestants.
- Abroger l'article « **permis de tuer** » L435-1 de la loi sécurité publique du 28 février 2017 qui assouplit et élargit le cadre de la « légitime défense ».
- Interdire les **techniques d'étouffement** : clé d'étranglement, plaquage ventral et pliage.
- Interdire les **armes classées armes de guerre** (LBD et grenades) et les pistolets électriques, pour la police du quotidien comme lors des manifestations et dans les établissements pénitentiaires.
- Interdire les “pare-chocages” et les **courses-poursuites** pour de simples infractions routières.
- Supprimer l'**usage systématique des gaz et des nasses** en maintien de l'ordre.
- Fermer les **quartiers d'isolement et disciplinaires (QI et QD)**.
- Dissoudre les équipes de **matons cagoulés (ELSP et ERIS)**, responsables de tabassages et impliqués dans des morts “suspectes”.
- Installer des **caméras** dans les véhicules de patrouille.

CONTRE L'IMPUNITÉ ET LE DÉNI DE JUSTICE

- Créer un **organe indépendant** pour enquêter sur les plaintes contre les forces de l'ordre et les surveillants pénitentiaires, et pour garantir l'indépendance des expertises scientifiques nécessaires.
- **Dépayser systématiquement l'instruction** des plaintes contre les forces de l'ordre et les surveillants pénitentiaires.
- Mettre en place une **assistance psychologique systématique** pour les victimes et leurs proches et la gratuité des soins nécessaires
- Garantir la prise en charge complète, par la Sécurité sociale et les mutuelles, des **soins et traitements médicaux nécessaires** consécutifs à des violences d'État.
- Garantir l'audition par le magistrat instructeur de **tous les témoins identifiés**, leur remettre une copie de leurs auditions et leur mise sous protection.

- Garantir l'accès à **tous les enregistrements audios et vidéos** disponibles.
- Encadrer et engager la responsabilité des **médecins intervenant** dans des procédures judiciaires.

CONTRE LE DÉNIGREMENT ET LES VIOLENCES FAITES AUX SANS-PAPIERS

- La liberté de circulation et d'installation.
- La régularisation.
- La protection automatique, dès leur arrivée, des jeunes étrangers isolés.
- La fermeture des centres de rétention.
- L'égalité des droits pour tous dans tous les domaines.
- Le droit de vote des étrangers.

ENFIN, NOUS EXIGEONS :

- La suspension immédiate des agents mis en cause pour **violences ou homicides**, et leur radiation définitive s'ils sont condamnés.
- La suspension immédiate des agents ayant tenu des **propos** ou commis des **actes racistes**, et leur radiation définitive s'ils sont condamnés.
- La suppression des propositions de **lois Sécurité globale et Séparatisme**, ainsi que l'abrogation de toutes les lois liberticides.

**STOP AU RACISME ET AUX VIOLENCES
POLICIÈRES, CARCÉRALES ET JUDICIAIRES
STOP À L'IMPUNITÉ
VÉRITÉ ET JUSTICE POUR TOUTES ET TOUS
PAS DE JUSTICE : PAS DE PAIX !**

<https://www.facebook.com/reseauveriteetjustice/>
entraide.veriteetjustice@protonmail.com